

avantages de la chaux employée avec discrétion, devront s'empres-
 s' d'en faire l'essai au moins sur une petite étendue de leur
 terre, et s'ils en obtiennent les heureux résultats que nous leur
 promettons, ils devront en faire usage sur toute l'étendue de leur
 champ. Qu'un ou deux cultivateurs, dans chaque paroisse,
 fassent l'expérience que nous conseillons, dès le printemps pro-
 chain, et nous promettons que leur exemple sera bientôt suivi
 par le grand nombre des agriculteurs, si non par tous.

(A continuer.)

HISTOIRE DE LA QUINZAINE.

Le nouveau ministre des affaires étrangères, en France, vient de donner, par sa dépêche au premier ministre du gouvernement de Turin, une nouvelle phase à la politique de Napoléon au sujet de la question romaine. Il commence par justifier, comme l'ont fait ses prédécesseurs, tout ce que le gouvernement français a dit et exécuté touchant cette question. Cette justification a été faite déjà dix fois sans convaincre d'autres esprits que ceux qui ont bien voulu se laisser prendre. Sous ce rapport, la situation n'éprouve aucun changement. Les belles paroles, les promesses et les dévouements diplomatiques sont comme stéréotypés au Cabinet des Tuileries : et M. Drouyn de L'Huis, malgré ses antécédents honorables, paraît avoir subi comme les autres l'influence du Maître à cet égard. Mais ce qui fait vraiment la phase nouvelle de la nouvelle politique, c'est l'espèce de volte-face prise par Napoléon à l'encontre de son allié et ami Victor Emmanuel. Il le gourmande presque, en ce qu'il a compromis en quelque sorte la France par ses exigences d'aujourd'hui, après déjà tant de sacrifices et de complaisances que la France lui a offerts. En cela, rien que de vrai. Mais aussi pourquoi s'être donné un tel allié ? — D'un autre côté, l'Empereur refuse net d'accorder Rome à cet insatiable allié. Il ne l'a jamais voulu, dit-il, *c'est contre les intérêts de la France*. C'est domage que ce refus n'ait jamais été aussi clair et formel qu'aujourd'hui : car assurément le roi galant homme, et bien d'autres avec lui, l'eussent compris comme en ce moment ; et peut-être rien n'aurait été fait de tout le bouleversement opéré en Italie en vue d'avoir Rome pour capitale de l'Unité nationale.

Si l'on considère à part maintenant ce qu'on appelle *l'intérêt de la France*, tel que l'Empereur paraît le comprendre, il n'y a encore que ceux qui voudront bien se laisser tromper qui croient que c'est l'intérêt bien entendu de la France de ne garder Rome que par des vues purement politiques et nationales, sans égard aux intérêts de l'Eglise et de son chef auguste. Une telle politique renie tout le glorieux passé de la France depuis dix siècles. Elle n'aura donc aucun crédit auprès des catholiques du monde entier, comme elle n'a aucun fondement dans les cœurs vraiment français et

vraiment catholiques. C'est donc encore un coup d'épée dans l'eau que cette nouvelle phase donnée à la politique Napoléonienne. Aussi, le Saint-Père ne sera pas plus ému, ni plus confiant au sujet de cette nouvelle tournure des affaires qu'il ne l'a été depuis trois ans à l'égard de tant d'autres procédés illusoires ou inconsistants venant de la même source. Si quelqu'un connaît bien ce qu'il y a à attendre de Napoléon, c'est Pie IX. Voilà pourquoi entre ses deux hommes tant de fermeté et de fixité est opposé à tant de versatilité et d'inconsistance.

Malgré tout, et n'importe la validité du motif, l'Empereur garde ses troupes à Rome, et cela jusqu'à ce que *l'intérêt de sa politique* en avise autrement. Et voilà comme tout le secret de la protection qu'il accorde au Saint-Siège se trouve développé et livré au monde entier par lui-même. Bien aveugle ou bien endurci qui en domerait dorénavant. Du moins ce n'est pas dans la France catholique que ce doute pourra naître. Elle n'en sera que mieux avertie qu'il faut chercher ailleurs que dans son chef actuel le moyen de maintenir sa noble tradition de *Fille aînée de l'Eglise* et de *Bras droit du Saint-Siège*.

D'autre part, l'Empereur s'aliène par cet aveu inutile toutes les âmes loyales et chrétiennes, et il excite contre lui à un nouveau degré la fureur des révolutionnaires de tout pays et de toute couleur. N'importe à quel titre il garde Rome, eux la veulent pour la capitale du royaume d'Italie. Et comme il n'y a plus que ce point à emporter pour que tous leurs vœux soient accomplis et leurs sacrifices récompensés, c'est donc à leurs yeux un attentat digne de mort dans Napoléon que de leur refuser cet unique point ? Aussi ont-ils senti la blessure plus vivement que toute autre. Si on en doute, qu'on explique autrement le nouvel attentat qu'on vient de découvrir à Paris contre la vie de l'Empereur. Voilà à quoi a pu aboutir la politique de transaction entre le devoir et la complaisance, entre Pie IX et Mazzini.

Passons à Turin. Là trône encore Victor-Emmanuel, autre malheureux prince pris dans les serres du vautour révolutionnaire. On voudrait le faire *dictateur* pour le sauver des griffes de son ennemi. On pense que par ce titre, et par l'autorité sans limite qu'il confère, non-seulement il tiendrait à distance le flot révolutionnaire, mais il étoufferait mieux en même temps le cri universel de réprobation qu'élèvent contre lui ses nouveaux sujets. Si la dictature est prise, ce sera du nouveau dans l'histoire du gouvernement des empires. Rarement on aura vu un prince élu par le *suffrage universel*, un roi galant homme, l'amour de ses sujets, disait-on, et l'idole d'un *nouveau droit*, être obligé de se faire dictateur, c'est-à-dire, homme de force ou tyran : et cela, pour se conserver l'amour de ses sujets et sanctionner le vœu national. C'est là, certes, pour quiconque veut réfléchir, un grand sujet d'apprécier à quel degré d'abaissement moral est descendue la politique du jour.

De tout cela il faut conclure que les temps approchent de plus en plus où une conflagration générale